

Système bancaire ouvert : les leçons de l'expérience britannique

26 février 2020

Qu'elles concernent votre revenu, vos dépenses ou vos dettes, vos données financières sont depuis longtemps la chasse gardée des établissements financiers. En redonnant le contrôle aux consommateurs, le système bancaire ouvert annonce donc une véritable révolution.

Le système bancaire ouvert - un modèle qui permet aux clients de transmettre de façon sûre et conviviale leurs données à des tiers et à des banques concurrentes - émerge sous différentes formes un peu partout sur la planète, de Singapour au Japon en passant par l'Union européenne. Au Royaume-Uni et en Australie, l'État a pris les rênes du système bancaire ouvert, une orientation qui pourrait guider les fournisseurs de services financiers canadiens à l'issue de l'examen en cours du ministère des Finances¹.

Même si au Canada, les cadres sectoriels, réglementaires et constitutionnels comportent leur lot de défis uniques, le gouvernement fédéral et le secteur des services financiers, qui auront à définir un système bancaire ouvert adapté à la réalité canadienne, ont beaucoup à apprendre de l'expérience des intervenants établis et des nouveaux acteurs dans les divers pays où ce système a été mis en place.

Le Royaume-Uni ouvre la voie

C'est en août 2016 que le système bancaire ouvert a vu le jour au Royaume-Uni. Dans son rapport² sur le marché bancaire de détail britannique, la Competition and Markets Authority (CMA) avait alors conclu qu'il restait beaucoup à faire au chapitre de l'innovation et de la concurrence.³ En effet, les quelques banques dominantes avaient peu intérêt à améliorer ou à élargir leurs services, à exploiter les technologies émergentes ou à faire place aux nouveaux venus, ce qui rendait le marché difficile à naviguer et à comprendre pour les particuliers et les petites entreprises⁴.

Le rapport mentionnait bon nombre de facteurs qui nuisaient au service à la clientèle et à la compétitivité du secteur, dont les suivants :

 Les structures de frais opaques et inutilement complexes des banques empêchaient les clients de comparer aisément les fournisseurs;



- Le processus d'ouverture d'un compte pour petite entreprise était long et onéreux;
- Les clients payaient des frais de découvert trop élevés et sous-estimaient leur risque de découvert;
- Les petites entreprises n'avaient pas accès à l'information nécessaire pour choisir un prêteur de façon éclairée;
- Les clients gardaient trop de fonds ne rapportant pas d'intérêt dans leurs comptes courants (comptes chèques);
- De trop nombreux obstacles empêchaient les petits acteurs d'accéder au marché, au détriment de la compétitivité globale.

Pour améliorer l'expérience client et promouvoir l'innovation, la CMA a donc imposé une série de mesures aux banques. Notons entre autres des alertes de découvert obligatoires assorties de délais de grâce, le plafonnement des frais mensuels, des processus d'ouverture et de transfert de compte simplifiés, la déclaration transparente des taux des prêts, sans oublier la mesure phare : le développement d'une interface de programmation d'applications (API) ouverte et standardisée qui permettrait aux clients de transmettre leurs données à des tiers, c'est-à-dire un système bancaire ouvert⁵.

Cet accès élargi aux données financières devait permettre aux tiers et aux banques de concevoir de nouveaux services et d'améliorer leur offre existante afin que les clients puissent :

- gérer leurs comptes détenus auprès de divers fournisseurs au moyen d'une seule application;
- autoriser le transfert de fonds entre comptes pour éviter les frais de découvert ou profiter de taux d'intérêt supérieurs;
- comparer facilement les frais, les taux et la qualité des services en fonction de leurs habitudes.

Grâce aux API ouvertes, les banques et les tiers ont non seulement la possibilité de suivre les comptes d'un client et de prévoir ses entrées et sorties de fonds pour l'aider à éviter les frais de découvert, mais elles ont aussi accès à l'historique des opérations d'une PME pour évaluer sa solvabilité et lui offrir des taux plus avantageux que s'ils ne disposaient pas de cette information⁶.

Création d'un organisme public-privé : l 'Open Banking Implementation Entity

Lorsqu'est venu le temps de mettre en œuvre les normes d'API ouvertes, la CMA a créé l'Open Banking Implementation Entity (OBIE), un groupe d'orientation à but non lucratif composé de représentants des grandes banques, de banques concurrentes, d'entreprises de technologie financière (Fintech) et de groupes de consommateurs et de petites entreprises. Chargé de la définition et du développement standardisés des API, des structures de données et des architectures de sécurité, l'OBIE a pour mission d'offrir aux consommateurs une façon conviviale et sûre de transmettre leurs dossiers financiers à des tiers⁷.

« La définition d'un ensemble de normes communes pour les API, la sécurité et le traitement des données était un enjeu primordial », a expliqué le Dr Bill Roberts,



directeur du système bancaire ouvert à la CMA, lors d'un entretien téléphonique avec BLG. C'est déjà tout un défi de concevoir des applis pour trois ou quatre différentes plateformes de téléphonie cellulaire, alors imaginez si les développeurs devaient en créer pour des milliers de banques différentes! Les petits acteurs seraient exclus et la concurrence et l'innovation en pâtiraient. »

Compte tenu des intérêts divergents en jeu, il était inévitable que la mise en œuvre et l'accès aux données engendrent des conflits. « Les pouvoirs juridiques et d'ordonnance de la CMA sont considérables, a ajouté M. Roberts. Mais peu importe leur portée, ils ne peuvent pas forcer deux personnes à s'entendre. Nous avons donc dû instaurer un mécanisme pour faciliter le consensus. »

La solution retenue? La création d'un poste de responsable de la mise en œuvre, qui a le dernier mot sur les normes à adopter. « Si les banques et les Fintech n'arrivent pas à trouver un terrain d'entente, le responsable est habilité à imposer une décision définitive que tous doivent accepter. »

Déploiement du système bancaire ouvert

Plutôt que d'imposer d'un coup toutes les mesures proposées, la CMA a privilégié une démarche progressive, misant tout d'abord sur les livrables les plus faciles à adopter en raison du degré de confidentialité des données en jeu. Depuis mars 2017, les banques sont ainsi tenues de transmettre des données génériques et impersonnelles (notamment sur les produits bancaires, l'emplacement des succursales et guichets automatiques) de façon standardisée pour permettre aux clients d'évaluer plus aisément leurs options et de repérer les meilleures offres⁸.

Le système bancaire ouvert est passé à une autre étape en janvier 2018, date à laquelle les clients ont pu commencer à transmettre facilement et en toute sécurité à des tiers des données sur leurs comptes courants (comptes chèques) personnels ou de petite entreprise. Cette percée a permis à des tiers d'effectuer des paiements à partir de ces comptes et a favorisé la création de services d'agrégation permettant aux clients de consulter tous leurs comptes bancaires auprès d'un seul fournisseur. Elle a aussi ouvert la voie à l'analyse des données des comptes de clients par des entreprises indépendantes afin, par exemple, de leur offrir des conseils de gestion budgétaire automatisés ou des frais de découvert inférieurs. De telles initiatives ont fait du Royaume-Uni le premier pays à déployer un véritable système bancaire ouvert⁹.

Entre-temps, le champ d'application de l'OBIE a été élargi pour y inclure les normes bancaires régissant tous les types de comptes de paiement (pas seulement les comptes personnels et de petites entreprises), conformément à la Directive sur les services de paiement 2 de l'Union européenne (DSP2). Les avantages du système bancaire ouvert seraient ainsi étendus aux clients qui utilisent des cartes de crédit, des portefeuilles électroniques et des cartes prépayées. Comme Imran Gulamhuseinwala, le commissaire de l'OBIE, l'avait annoncé à l'époque, ces améliorations avaient pour but d'« établir des normes pour les paiements postdatés, récurrents et internationaux, ainsi que pour tous les types de paiements et de produits visés par la DSP2¹⁰ ».

Parallèlement à l'élaboration de normes et de structures destinées au secteur financier, l'OBIE a également défini les critères d'admissibilité et un processus de demande pour les fournisseurs tiers espérant percer le marché. Au Royaume-Uni, toute entreprise qui



entend exploiter les données des consommateurs ou leur offrir des services bancaires ouverts doit obtenir l'autorisation de la Financial Conduct Authority (FCA) ou d'une autre autorité de réglementation européenne, et s'inscrire au répertoire de l'OBIE¹¹.

Tout au long de la mise en œuvre progressive du système bancaire ouvert en 2018, des services inédits et de nouvelles entreprises ont rapidement émergé. En date de février 2019, le Royaume-Uni comptait 110 fournisseurs réglementés de services bancaires ouverts, soit 76 fournisseurs indépendants (dont 20 en lien direct avec les clients) et 34 fournisseurs de comptes¹².

M. Roberts a fait remarquer qu'il existe maintenant une abondance de fournisseurs indépendants : « Le nombre de nouveaux fournisseurs numériques qui percent le marché est sans précédent. » Il a également ajouté que le rythme d'adoption par toutes les parties prenantes (banques, fournisseurs tiers, clients) essentielles au succès du nouveau système s'accélère. « Le volume des demandes envoyées aux API le montre bien. En juillet dernier (2018), on en comptait 2 millions par mois. En février, ce chiffre avait grimpé à 27 millions et en avril, le cap des 50 millions était presque atteint. »

Le système bancaire ouvert en Australie et le « droit aux données des consommateurs »

Portée des produits et services

La diversité des services offerts au Royaume-Uni est impressionnante. Des « agrégateurs » ou « gestionnaires financiers intelligents » destinés aux clients, comme les services <u>Yolt</u> d'ING, <u>Connected Money</u> de la HSBC et <u>B</u> de CYBG en passant par les fournisseurs d'API dorsales (<u>TrueLayer</u>, <u>Token</u>, etc.) et les outils d'analyse et d'aide à la décision exploitant l'intelligence artificielle comme <u>Direct ID</u>, les produits lancés sur le marché sont aussi diversifiés que leurs publics cibles.

Les agrégateurs de données sont particulièrement intéressants. En offrant aux clients une vue globale de leurs comptes détenus dans tous les établissements financiers et en leur permettant de passer d'un fournisseur à l'autre au moyen d'une seule application, ces fournisseurs entendent devenir l'interface principale entre les clients et leur argent.

« Si l'on mesure le succès à l'aune de l'adoption, il est clair que les choses vont plutôt bien pour les créateurs de produits d'agrégation de données. Des entreprises comme Yolt, par exemple, qui sont détenues par une banque (non britannique), se sont démarquées grâce à leur produit d'agrégation », a précisé M. Roberts.

Mis à part les produits et services, l'attitude générale des entreprises s'est avérée positive dans l'ensemble. Selon une source datée de novembre 2018, 72 % des entreprises de services financiers voyaient le système bancaire ouvert comme une initiative positive, 77 % étaient d'avis que le système bancaire ouvert est l'une des plus profondes transformations de l'histoire contemporaine, et 84 % étaient sur le point de lancer ou de développer de nouveaux produits ou services¹³.

Au-delà de l'agrégation de données : les pionniers



Plus qu'un simple service : l'ère des « agrégateurs numériques »

Forts de leur taille et de leur stabilité, les chefs de file actuels ont l'occasion unique de devenir les « plateformes » de ce nouveau marché. Plutôt que de se voir comme des fournisseurs de services en concurrence avec des tierces parties, les grandes banques apprennent à soutenir et à héberger des services indépendants pour accroître leur présence dans un marché multifacette. C'est pourquoi M. Roberts s'attend à ce que les banques acquièrent les Fintech et entreprises en démarrage les plus prometteuses, ou forment des partenariats avec elles, en plus de mettre au point leurs propres services.

Le défi <u>Open Up Challenge</u> de la fondation pour l'innovation Nesta, commandité par la CMA, est un exemple élogieux de l'« esprit de plateforme » britannique : les banques ont financé ce projet de 4,5 millions de livres sterling en remettant des prix en argent à des entreprises en démarrage spécialisées en conception de nouveaux services financiers destinés aux PME¹⁴.

Mais une « plateforme » peut prendre plusieurs formes.

« Les banques pourraient simplement devenir les chambres fortes où vous gardez votre argent, un peu comme un opérateur de téléphonie mobile passif qui n'a rien à voir avec les innovations et applications intéressantes sur votre téléphone. Mais à mon avis, ce scénario est un peu alarmiste », a précisé M. Roberts.

Ce dernier croit plutôt que les banques et les tierces parties mettront en place des stratégies diversifiées, selon qu'elles voient le système bancaire ouvert comme une menace ou une occasion à saisir : « Je crois qu'on verra d'abord une réaction défensive, surtout envers les agrégateurs indépendants qui risquent de rendre caduc le rôle d'intermédiaire des banques en devenant le point central de la gestion financière des consommateurs. Les quatre grandes banques ont, par exemple, chacune lancé leurs propres services d'agrégation au cours des derniers mois. » Cela dit, certaines banques prennent déjà les devants en lançant de nouveaux produits et services qui exploitent les fonctionnalités du système bancaire ouvert, par exemple pour faciliter la recherche et le processus de demande de prêts hypothécaires.

Mais M. Roberts s'est empressé de souligner qu'il n'existe pas encore d'application incontournable. « Les gens patientent et observent, le temps de trouver leurs repères. Les géants technologiques, qui ont tous des intérêts dans le secteur, n'ont pas encore annoncé leurs couleurs, mais ont commencé à tâter le terrain. Comme ils prennent beaucoup de place, leurs actions sont scrutées de près. »

Le marché semble disposé à accueillir les agrégateurs de données. Selon un sondage mené auprès de plus de 4 000 clients de banques britanniques, 59 % des répondants se sont dits prêts à faire l'essai d'une plateforme regroupant des produits bancaires et d'autres services (assurance, conseils en placement, etc.) pour réduire leurs frais et simplifier leurs opérations financières. Chez les groupes de jeunes plus à risque, ce pourcentage était nettement supérieur, soit 74 % 15.

Le système bancaire ouvert pour les PME et les sociétés



Encadrés

Au-delà de l'agrégation de données : les pionniers

Éviter le piège du découvert

Des services comme SafetyNet Credit offrent aux consommateurs des solutions inédites pour réduire leurs frais de découvert. En gardant un œil à la fois sur le solde courant et les opérations prévues grâce aux fonctionnalités du système bancaire ouvert, ces services préservent l'équilibre des comptes en transférant de l'argent d'un compte d'épargne ou en déposant automatiquement des fonds d'une ligne de crédit afin d'éviter les découverts. « La proposition de ces services est la suivante : s'ils vous prêtent de l'argent pour éviter les frais de découvert, ils vous garantissent des frais inférieurs à ceux que vous facture votre banque lorsque votre compte tombe dans le rouge. Vous n'avez rien à faire. Cochez simplement une case et tout se fait automatiquement. Vos découverts vous coûteront moins cher qu'avant. »

Tirer profit de l'argent qui dort

D'autres services émergents, comme <u>Deposit Solutions</u>, aident les clients à tirer profit de la nature relativement prévisible de leurs flux de trésorerie mensuels. « Si après le dépôt de votre paie au début du mois, il vous reste des fonds dans un compte à faible taux d'intérêt ou sans intérêt, ce type de service transfère cet argent dans un compte qui rapporte de l'intérêt », explique M. Roberts. Les taux d'intérêt de ces comptes sont supérieurs à ceux habituellement offerts par les banques. « Lorsque vos fonds en banque commencent à baisser, l'argent est tout simplement réacheminé dans votre compte courant. Vous n'avez rien à faire. Tout est pris en charge pour vous. »

Se bâtir un bon dossier de crédit, une opération à la fois

De nouveaux fournisseurs transforment l'évaluation de la solvabilité des consommateurs qui ont un historique d'emprunt peu garni, voire inexistant, un enjeu majeur pour les jeunes de la génération Y qui n'ont jamais souscrit un prêt hypothécaire. « Plusieurs n'ont pas accès à la propriété en raison des prix inabordables des maisons à Londres, alors ils sont locataires. » Des produits novateurs, comme Credit Kudos et Credit Ladder, exploitent l'historique des opérations dans les comptes courants pour démontrer une saine gestion financière. « Ces données remplacent les algorithmes traditionnels d'évaluation de la solvabilité des prêteurs. Cela signifie que les gens pourront soit obtenir un prêt alors qu'ils n'avaient pas accès au crédit auparavant, soit bénéficier de taux beaucoup plus avantageux. »

Le système bancaire ouvert et les PME

Parmi les thèmes émergents au Royaume-Uni, notons l'importance de répondre aux besoins non seulement des particuliers, mais aussi des propriétaires de petites entreprises. Un sondage mené en novembre 2018 a révélé que 77 % des PME utilisent des plateformes du système bancaire ouvert (ou avaient l'intention d'y recourir en 2019), tandis que 80 % des banques investissent déjà des sommes substantielles dans les applications bancaires ouvertes pour les PME et les sociétés, ou envisageaient de le faire 16.



Les PME et grandes sociétés recherchent plus particulièrement des fournisseurs en mesure de les soutenir sur le plan des paiements, de la gestion des dépenses et des services interentreprises, tandis que plus des deux tiers s'intéressent aux plateformes bancaires ouvertes.¹⁷ Malgré la promesse de cibler les PME et les sociétés, il existe un écart entre leurs besoins et ce que les banques s'attendent à leur offrir¹⁸.

Dans le sondage mentionné plus haut, les paiements et la gestion de la trésorerie sont arrivés en tête des services bancaires à améliorer selon les PME. À peine 45 % des entreprises sont entièrement satisfaites de leur logiciel de gestion des paiements et opérations bancaires. Les banques auraient donc tout avantage à aider les PME à simplifier et à intégrer leurs processus commerciaux et administratifs (comptabilité, tenue de livres, gestion des paiements et de la trésorerie, fiscalité, etc.). Pourtant, les banques semblent concentrer leurs efforts initiaux ailleurs, à savoir la mise en œuvre de plateformes bancaires (33 %) et financières (15 %) basées sur le système bancaire ouvert en tant que services à valeur ajoutée pour les PME. À peine 10 % des banques ont évoqué la gestion de la trésorerie et 9 %, les paiements²¹.

Le système bancaire ouvert en Australie et le « droit aux données des consommateurs »

Au moment même où il se matérialisait au Royaume-Uni, le système bancaire ouvert commençait à retenir l'attention à l'autre bout du monde, en Australie. En juillet 2017, un rapport intitulé Review into Open Banking in Australia a été préparé à la demande du Trésorier de l'époque, Scott Morrison, dans le but de recommander le meilleur modèle de système bancaire ouvert pour l'Australie.²² Au total, 51 recommandations ont été formulées dans le rapport final publié en février 2018²³.

L'un des enseignements à tirer du système australien, c'est son approche tournée vers l'extérieur. En effet, même si le système bancaire ouvert est dirigé par l'État tant en Australie qu'au Royaume-Uni, en Australie, ce mouvement fait partie intégrante de mesures plus vastes axées sur les droits relatifs aux données des consommateurs. La première phase concrète de l'initiative pangouvernementale appelée « Consumer Data Right » sera d'abord déployée dans le secteur bancaire et les secteurs de l'énergie et des télécommunications, puis dans l'ensemble de l'économie un secteur à la fois. L'instar de l'OBIE au Royaume-Uni, la mise en place des normes du système bancaire ouvert en Australie sera confiée à une équipe formée spécialement à cet effet.

Au Royaume-Uni, le champ d'application de l'OBIE a éventuellement été élargi bien audelà des comptes courants personnels et de petites entreprises. En Australie, l'initiative aura une vaste portée dès le départ et couvrira les cartes de crédit et de débit, les comptes de dépôt et d'opérations, les emprunts et les prêts hypothécaires.²⁷ La mise en œuvre, initialement prévue en février 2020, a récemment été reportée en juillet 2020 afin de répondre à certaines préoccupations relatives à la protection de la vie privée et à la sécurité.²⁸ Le système bancaire ouvert sera déployé par étapes : les quatre grandes banques australiennes lanceront le bal, tandis que les autres établissements de dépôt du pays leur emboîteront le pas 12 mois plus tard. Ce délai leur permettra de tirer profit de l'expérience acquise lors des premières phases.

¹ Le ministre Morneau met sur pied le Comité consultatif sur un système bancaire ouvert

² Rapport complet (en anglais): Retail Banking Marketing Investigation.



- ³ Survol (en anglais): Making banks work harder for you.
- ⁴ Survol (en anglais): Overview of the banking retail market.
- ⁵ Survol (en anglais): Overview of the banking retail market.
- ⁶ Survol (en anglais): Overview of the banking retail market.
- ⁷ (en Anglais) Platform distributing bank product branch atm date available, March 2017.
- ⁸ (en Anglais) What is Open Banking and PSD2? WIRED explains
- ⁹ (en Anglais) UKs Open Banking Launch 13 January 2018.
- ¹⁰ (en Anglais) UKs open banking project expanded, November 2017.
- ¹¹ (en Anglais) One step closer to open banking, October 2017.
- ¹² (en Anglais) Open Banking Highlights February 2019.
- ¹³ (en Anglais) Open Banking Highlights November 2019.
- ¹⁴ OpenUp Challenge, About us.
- ¹⁵ (en Anglais) "Why big UK banks are worried about open banking", Forbes, March 2018.
- ¹⁶ (en Anglais) Open Banking survey: Impact on SMEs & corporates
- ¹⁷ (en Anglais) Open Banking survey: Impact on SMEs & corporates
- ¹⁸ (en Anglais) Open Banking survey: Impact on SMEs & corporates
- ¹⁹ (en Anglais) Open Banking survey: Impact on SMEs & corporates
- ²⁰ (en Anglais) Open Banking survey: Impact on SMEs & corporates
- ²¹ (en Anglais) Open Banking survey: Impact on SMEs & corporates
- ²² (en Anglais) Consumer Data, The Australian Government
- ²³ (en Anglais) Open banking in Australia
- ²⁴ (en Anglais) A Review into the Merits of Open Banking
- ²⁵ (en Anglais) Consumer Data, The Australian Government
- ²⁶ (en Anglais) Open banking framework comes to Australia
- ²⁷ (en Anglais) A Review into the Merits of Open Banking



²⁸ (en Anglais) "Australia delays launch of 'open banking' regime", The Global Government Forum, September 2020.

Par

Stephen J. Redican, Robert Dawkins, Ross McGowan, Alexandra M. Nicol

Services

Services bancaires et financiers, Marchés financiers, Services financiers, Royaume-Uni et Europe

BLG | Vos avocats au Canada

Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. (BLG) est le plus grand cabinet d'avocats canadien véritablement multiservices. À ce titre, il offre des conseils juridiques pratiques à des clients d'ici et d'ailleurs dans plus de domaines et de secteurs que tout autre cabinet canadien. Comptant plus de 725 avocats, agents de propriété intellectuelle et autres professionnels, BLG répond aux besoins juridiques d'entreprises et d'institutions au pays comme à l'étranger pour ce qui touche les fusions et acquisitions, les marchés financiers, les différends et le financement ou encore l'enregistrement de brevets et de marques de commerce.

blg.com

Bureaux BLG

Calgary	

Centennial Place, East Tower 520 3rd Avenue S.W. Calgary, AB, Canada T2P 0R3

T 403.232.9500 F 403.266.1395

Montréal

1000, rue De La Gauchetière Ouest Suite 900 Montréal, QC, Canada

H3B 5H4

T 514.954.2555 F 514.879.9015

Ottawa

World Exchange Plaza 100 Queen Street Ottawa, ON, Canada K1P 1J9

T 613.237.5160 F 613.230.8842

Toronto

Bay Adelaide Centre, East Tower 22 Adelaide Street West Toronto, ON, Canada M5H 4E3

T 416.367.6000 F 416.367.6749

Vancouver

1200 Waterfront Centre 200 Burrard Street Vancouver, BC, Canada V7X 1T2

T 604.687.5744 F 604.687.1415

Les présents renseignements sont de nature générale et ne sauraient constituer un avis juridique, ni un énoncé complet de la législation pertinente, ni un avis sur un quelconque sujet. Personne ne devrait agir ou s'abstenir d'agir sur la foi de ceux-ci sans procéder à un examen approfondi du droit après avoir soupesé les faits d'une situation précise. Nous vous recommandons de consulter votre conseiller juridique si vous avez des questions ou des préoccupations particulières. BLG ne garantit aucunement que la teneur de cette publication est exacte, à jour ou complète. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite sans l'autorisation écrite de Borden Ladner Gervais s.e.n.c.r.c., s.r.l. Si BLG vous a envoyé cette publication et que vous ne souhaitez plus la recevoir, vous pouvez demander à faire supprimer vos coordonnées de nos listes d'envoi en communiquant avec nous par courriel à desabonnement@blg.com ou en modifiant vos préférences d'abonnement dans blg.com/fr/about-us/subscribe. Si vous pensez avoir reçu le présent message par erreur, veuillez nous écrire à communications@blg.com. Pour consulter la politique de confidentialité de BLG relativement aux publications, rendez-vous sur blg.com/fr/ProtectionDesRenseignementsPersonnels.

© 2025 Borden Ladner Gervais s.E.N.C.R.L., S.R.L. Borden Ladner Gervais est une société à responsabilité limitée de l'Ontario.